

REBONDS

Eloge de la volonté politique

PAR ALAIN LIPIETZ

«**P**remière gauche» contre «deuxième gauche», «amis des exploités» contre «amis des exploités»... Dans ces mêmes colonnes, Michel Wicwarka (*Liberation* du 29 janvier) nous condamne à l'enfermement entre nationalistes et «néo-républicains» (la raison, le progrès et, bien entendu, la générosité étant sans doute réservés aux mondialistes libéraux?). En fait, on a oublié de mettre en perspective l'événement de décembre 1995. Pourtant, en six mois de chiraquisme, la France vient d'encaisser deux crises majeures, qui révèlent l'état des lieux.

Souvenons-nous de cet été de bombes. La mise au jour du «réservoir Kelkal» annonçait une jonction entre l'islamisme radical d'outre-Méditerranée et la crise des banlieues de nos mégapoles. La France se trouvait face à la pire des échéances: régler d'un coup la facture des deux déchirures que les gouvernements successifs ont laissé s'élargir depuis quinze ans. Entre le Nord et le Sud, et au sein même de la société française. La facture de la guerre du Golfe et la facture de Maastricht.

Facture de la guerre du Golfe? Certains avaient dit et répété que la loi du «deux poids, deux mesures» appliquée à l'Irak ne pouvait que discréditer les idéaux de démocratie et de droit international, ridiculisant, aux yeux des masses du tiers monde, les démocrates de leurs propres pays qui s'étaient identifiés aux valeurs occidentales. Aujourd'hui, les jeunes révoltés de 1988 sont la chair à canon de la guerre civile algérienne, en face d'un pouvoir militaire soutenu par la France. Et cette guerre, portée sur le sol français, y trouvait des relais au cœur du désespoir de nos banlieues.

Facture de Maastricht? Au-delà des choix tactiques pour le oui ou le non, certains avaient dit et répété que le «non de la France d'en bas» (celui des ouvriers, des paysans, des employés, des femmes, des jeunes) exprimait la révolte des sacrifiés d'une modernisation sans âme, réservée aux élites de la France qui gagne. Que la construction européenne ne pourrait entraîner le consensus populaire que si elle marquait un surcroît d'association, de solidarité sociale. Le traité, au contraire, est venu couronner quinze ans de précarisation, de «flexibilisation», de déstabilisation de dizaines

Alain Lipietz, économiste, est directeur de recherche au CNRS. Dernier ouvrage paru: «Classes, partage du travail», dans *Femmes et partage du travail*, (Mira et Senotier, éditeurs) Syros, Paris, 1996.

le bien-être et la dignité de tous ses habitants, et solidarité des pays du Sud. Elle en a les moyens économiques, intellectuels et moraux, grâce à la ténacité des militants, des chercheurs qui ont su résister au bourrage de crâne «libéral» des années 80. Des solutions existent: la réduction massive de la durée du travail, le renforcement des services publics, le développement d'une démocratie de face-à-face, fondement d'un partenariat (à l'exemple des Assises permanentes pour l'emploi du Nord-Pas-de-Calais). Et au plan international: la dépenalisation des drogues douces et la médicalisation des drogues dures, pour briser les ramifications des mafias dans les banlieues, la mise en place d'un espace écologique et social européen, à l'occasion de la renégociation du traité de Maastricht, l'abolition de la dette du tiers monde et l'imposition de clauses environnementales et sociales sur le libre-échange, l'adoption, aux niveaux national et international, de lois et conventions sur l'air, pour enrayer la crise atmosphérique des mégapoles et la dérive planétaire des climats.

Après le stupéfiant mouvement social de décembre, qui saura proposer les voies d'une audacieuse transformation sociale conjurant la catastrophe imminente?

Nous ne manquons pas de solutions. Nous manquons de volonté politique. Des secteurs minoritaires de la société, chez les écologistes, dans la gauche critique, chez les animateurs des mouvements sociaux, s'acharnent, depuis des années, à en rappeler l'urgence. L'opinion hésite entre la sympathie à leur égard et le repli peureux vers les sirènes de l'égoïsme à courte vue.

Les minorités actives ne pourront rallier la majorité que si elles savent convaincre les forces politiques et sociales moins radicales. La question du Parti socialiste sera décisive. Ce parti a gouverné la France pendant la plus grande partie des quinze dernières années, il porte la responsabilité principale de la double déchirure que nous dénonçons, son silence sur le mouvement de décembre fut assourdissant: silence à Evry (qui disait «oui au plan Juppé»), silence à Liernum (qui disait «non»). Lionel Jospin a réclamé un «droit d'inventaire» sur ce passé. Il n'est plus possible de s'en tenir à de telles déclarations d'intention. Des socialistes, la France est en droit d'exiger un *droit d'inventaire*, sans quoi l'alternance attendue en 1998 ne serait pas plus significative que la réélection d'un Clinton, qui n'a rien accompli de son programme déjà modéré. Les radicaux sauront-ils, les modérés voudront-ils proposer au pays les voies audacieuses d'une transformation sociale conjurant la catastrophe imminente? Tel est un des enjeux des prochains mois.